



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

Versailles, le 3 juillet 2023

Affaire suivie par : Lise WACRENIER

Courriel :

- lise.wacrenier@developpement-durable.gouv.fr
- cersgl.ud78.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01 71 28 48 72 – **Fax :** 01 30 21 54 71

N° AIOT : 0006506893

Affaires :

- Étude de danger référencée R-19-01-033 de juillet 2019

Copie :

- raphael.bayard@tous-les-coussinets.fr
- cyprien.pochat@tous-les-coussinets.fr

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Société Tous les Coussinets sise 62 Rue Pierre Curie, 78130 Les Mureaux

Mise à jour du tableau de classement ICPE

Étude de danger - Demande de compléments

PJ : Tableau de demande de compléments

Monsieur,

A l'occasion de l'inspection qui s'est déroulée le 11 avril 2023, vous avez transmis une étude de danger réalisée en juillet 2019.

Par ailleurs, il a été constaté que de nombreuses évolutions ont été apportées aux installations et qu'elles sont susceptibles de changer les hypothèses et conclusions de l'étude susvisée. Aucun porter à connaissance n'a été transmis à M. Le Préfet des Yvelines et à l'inspection des installations classées.

Ainsi, il convient, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2010 et l'article R. 181-46 du code de l'environnement, de déposer un porter à connaissance présentant l'ensemble des modifications apportées au site, leurs impacts, l'analyse de ceux-ci et les mesures prises pour les maîtriser.

**Société Tous les Coussinets
62 RUE PIERRE CURIE
78130 LES MUREAUX**

Vous trouverez en annexe le relevé des insuffisances constatées au sein de l'étude de danger de 2019 et des compléments attendus.

J'attire tout particulièrement votre attention sur le fait que la persistance d'insuffisances de votre dossier ne peut que nuire à la poursuite de la procédure d'instruction.

L'inspection du 11 avril 2023 a permis notamment de faire un point sur la situation administrative.


Le tableau de classement au titre de la réglementation ICPE acté par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/11/2010 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
2550	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de plomb et alliages contenant du plomb (au moins 3 %)	Atelier de fonderie avec une capacité de production de 4 fois 130 kg/j	Capacité de production	> 100	520	kg/j
2565	2. a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.	Atelier de traitement de surface de 5 baignoires de 350 litres	Volume des cuves de traitement	> 1500	1750 L	L
2560		DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	Atelier d'usinage comprenant :	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	150 < x ≤ 1000	800	kW
2562		DC	Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de baignoires de sel fondu	Baignoire de 222 L de sels fondus (borax) à 1000°C	Volume des baignoires	100 < x ≤ 500	222	L
4718	2	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Cuve de propane de 30 m3 contenant 12 tonnes	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	6 < x < 50	12	t
2564	2	NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (mé-	Machine de lavage sous vide	Volume des cuves de traite-	>200	200	L

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
			taux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organo-halogénés ou des solvants organiques	fonctionnant à alcool modifié	ment pour les procédés sous vide			
2567	1	NC	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. Procédés par immersion dans métal fondu	Atelier d'étamage	Volume des cuves étant	$100 < x \leq 1000$	26	L
2567	2	NC	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. Procédés par projection de composés métalliques,	Atelier d'étamage	Quantité de composés métalliques consommée	$20 < x \leq 200$	5	kg/J
2575		NC	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Grenailleuse	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation	> 20	< 20	kW
4320		NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$15 \leq x < 150$	0,1	t
4331		NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$50 \leq x < 100$	0,2	t

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice,
La cheffe de l'unité départementale des Yvelines,


Delphine DUBOIS

Annexe : Annexe au courrier de demande de compléments

Les éléments repris dans le tableau ci-dessous devront être apportés **dans un délai de 6 mois**, en complétant la dernière colonne du tableau ci-dessous et en fournissant un porter à connaissance et une étude de danger (EDD) mise à jour. Si la réalisation de ces compléments devait nécessiter un délai supplémentaire, vous veillerez à en informer l'unité départementale des Yvelines de la DRIEAT.

À votre demande par courriel aux adresses en référence, la présente annexe vous sera adressée sous format électronique modifiable.

Thème du dossier et/ou référence réglementaire	Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier	Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour
Situation administrative	<p>Le dernier tableau de classement ICPE du site a été acté pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/11/19.</p> <p>Depuis, de nombreuses modifications ont été apportées au site. En particulier, les rubriques suivantes sont concernées : 2560, 2562, 2564, 2565, 2567, 2550 et 4718.</p> <p>Il convient donc de présenter :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'évolution du classement ICPE du site au regard des modifications apportées à la nomenclature des ICPE et aux installations ;• une analyse de la compatibilité aux arrêtés ministériels applicables. <p>L'exploitant peut également solliciter la mise à jour des prescriptions issues de son arrêté préfectoral d'autorisation (notamment celles relatives aux exutoires des rejets atmosphériques). Les demandes devront être argumentées.</p>	
Évaluation de l'impact des modifications	<p>Le porter à connaissance doit comporter l'évaluation des impacts générés par les modifications apportées aux installations vis-à-vis de ceux identifiés initialement.</p> <p>Ainsi, la situation initialement autorisée doit être comparée à celle actuellement mise en œuvre au regard des impacts sur l'eau, l'air, le bruit, les déchets, le sol, les risques accidentels, etc.</p>	

	<p>L'exploitant peut s'appuyer sur le formulaire suivant pour structurer son dossier :</p> <p>https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/porter-a-connaissance-une-modification-notable-d-a4231.html</p> <p>La mise à jour de la situation administrative susvisée devra être intégrée au porter à connaissance.</p>	
Mise à jour de l' EDD	<p>La mise à jour de l'EDD pourra être intégrée au porter à connaissance susvisé.</p>	
Zonage des risques	<p>L'étude de danger comporte un plan d'implantation des ateliers et des stockages au droit du site (p9) et un plan de localisation des potentiels de dangers (p24).</p> <p>Aucun de ces deux plans ne reprend les pictogrammes de danger associés aux risques encourus dans les différentes zones.</p> <p>Le dossier mériterait donc d'être complété sur ce point.</p>	
Mesures de gardiennage	<p>Selon le dossier, un système de gardiennage est en place 24h/24 avec 2 chiens en liberté sur le site en dehors des périodes d'ouverture du site.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué la présence d'un seul chien.</p> <p>Le dossier devra clarifier ce point.</p>	
Risques liés aux activités industrielles voisines	<p>Le dossier recense les ICPE situées à proximité du site et en dresse un tableau présentant la distance de séparation.</p> <p>Cette liste n'est pas à jour puisque 24 établissements sont référencés sur Georisques :</p> <p>https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1&region=11&departement=78&commune=78440</p> <p>Les risques liés aux installations voisines est donc à</p>	

	<p>réévaluer suite à la prise en compte de l'ensemble des ICPE présentes à proximité.</p> <p>Il conviendrait également d'ajouter une carte avec la localisation des différentes sociétés.</p>	
<p>Risques liés aux produits extrêmement inflammables</p>	<p>Selon le dossier, les produits extrêmement inflammables présents sur site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de propane, destinée à l'alimentation des brûleurs des fours de fusion ; • 8 bouteilles de 13kg de propane, destinée à l'alimentation d'un chariot élévateur ; • 100 bombes d'aérosols de 500ml de révélateurs et pénétrants (produits de contrôle qualité). <p>Le volume de la cuve de propane n'est pas précisé.</p> <p>La nature du solvant présent dans la cuve de dégraissage automatique n'est pas précisé. Il n'est pas listé dans les produits extrêmement inflammables.</p> <p>L'étude estime, compte tenu des volumes stockés, que les dangers liés à ces produits sont relativement faibles.</p> <p>Aucun scénario de danger mettant en œuvre ces produits n'a été étudié.</p> <p>Par ailleurs, il est indiqué que la cuve de propane devrait être démantelée, car le système d'alimentation des fours de fusion va évoluer au profit d'un système électrique.</p> <p>La dernière inspection réalisée sur site a permis de constater que le changement d'alimentation a été opéré mais que la cuve est toujours présente sur site.</p> <p>Ainsi, il convient de</p> <ul style="list-style-type: none"> • réévaluer la quantité de propane stockée sur site pour correspondre aux besoins réels du site et limiter les risques ; • préciser la nature du solvant utilisé dans la machine de dégraissage automatique ; • réévaluer le classement du site au titre des rubriques 4330 et 4331 ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> • identifier, avant de les écarter, les scénarios de danger liés aux stockages de ce type de produit susceptibles de se produire sur le site ; • étudier les risques liés au stockage de bombes d'aérosols, susceptibles d'engendrer et/ou d'aggraver un incendie et de complexifier l'intervention des secours. 	
Risques liés aux produits toxiques et aux produits dangereux pour l'environnement	<p>Le dossier comporte un recensement des produits toxiques, corrosifs et dangereux pour la santé et des produits dangereux pour l'environnement.</p> <p>Le solvant présent dans la cuve de dégraissage automatique n'apparaît pas dans ce recensement.</p> <p>L'inventaire des produits toxiques, corrosifs et dangereux pour la santé et des produits dangereux pour l'environnement doit être mis à jour compte tenu des évolutions apportées au site.</p> <p>Les risques liés au solvant de la cuve de dégraissage automatique devront être précisés.</p>	
Risques non étudiés	<p>Aucun scénario de danger mettant en œuvre les zones suivantes n'a été étudié :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone de stockage des huiles solubles, des cartons et des aérosols (à proximité de la cuve de propane) ; • zone de stockage des huiles mécaniques ; • zone d'égouttoir des copeaux et GRV de récupération des liquides. 	
Traitement de surface	<p>La société exerce des activités de traitement de surface.</p> <p>Le descriptif des lignes, des produits utilisés et des températures des bains ne sont pas détaillés.</p> <p>Le dossier doit être complété sur ce point.</p>	
Identification des potentiels de dangers liés aux procédés de fabrication	<p>Il est indiqué dans le dossier que « Le process de fabrication du site de TLC ne présente que peu de risques, les risques majeurs liés au gaz étant supprimés par le changement d'énergie des fours. »</p> <p>Considérant la forte accidentologie au sein des ateliers de</p>	

	<p>traitement de surface (d'après les données du BARPI, l'incendie est identifié dans 58% des accidents survenus au sein des activités de traitement de surface, avec une moyenne de 13 incendies annuels depuis 1998) et des fonderies (le BARPI recense une cinquantaine d'évènements faisant suite à un contact eau/métal – ferreux ou non ferreux - en fusion et 81 évènements liés à un déversement de métal en fusion), cette affirmation est discutable, d'autant plus qu'elle apparaît avant l'analyse de l'accidentologie.</p> <p>L'identification des potentiels de dangers liés aux procédés de fabrication doit donc être revue.</p>	
Analyse de l'accidentologie	<p>Selon le dossier :</p> <p>« Sur ces 44 évènements, 10 sont liés directement à du traitement de métaux. Les autres évènements ne concernent pas directement une activité similaire à celle du site de TLC. Ainsi ce sont 34 accidents / incidents parmi les 44 initiaux, soit 77%, qui ne seront pas analysés, car ce sont des évènements qui ne pourront pas se produire sur le site TLC. »</p> <p>Aucun argument n'est présenté pour réduire le nombre de cas à analyser.</p> <p>Il est également indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le traitement de surface : « Les causes des accidents / incidents ne sont pas toujours identifiées, notamment pour les départs de feu. » ; • pour l'électrolyse : « Il s'agit principalement de dysfonctionnements liés à une usure du matériel en place. » • « l'analyse de l'accidentologie montre que les accidents pouvant se produire au niveau des installations de traitement par électrolyse sont principalement des fuites de produits. » <p>Cette affirmation n'est pas cohérente avec les conclusions du Barpi. En effet, le dossier sur l'accidentologie des</p>	

incendies de traitement de surface datant de juin 2022 indique que :

- 58 % des évènements répertoriés mentionnent des incendies ;
- 58 % mentionnent des rejets de matières dangereuses ou polluantes (y compris rejets liés aux incendies) ;
- 38 % mentionnent des rejets de matières dangereuses (hors rejets liés aux incendies) ;
- 4 % des explosions.

Il est également précisé que les défauts matériels représentent la perturbation la plus fréquente à l'origine des incendies (répertoriés dans 76 % des cas) et que dans 80 % de ces cas, il s'agit d'un dysfonctionnement électrique.

Aucune analyse de l'accidentologie des activités de fonderie et de traitement par bain de sel fondu n'est réalisée. Pourtant :

- le Barpi recense plus d'une centaine d'incidents mettant en œuvre des métaux en fusion, entraînant généralement des blessés graves voire des décès, d'importants dégagements de fumées et des dommages matériels ou pertes d'exploitation importants ;
- le seul accident mentionné dans l'analyse de l'accidentologie du site est un incendie qui s'est déclaré au niveau du four de coulée de l'atelier de fonderie (percement d'un creuset en brique réfractaire entraînant l'écoulement par une trappe en fond de four vers le sol de l'atelier puis un départ de feu, au niveau de l'alimentation en gaz du four).

Enfin, un incendie au niveau d'un extracteur d'air s'est déclaré le 13/07/22. La montée d'une braise dans l'extracteur d'air de la fonderie cuivre, jusqu'aux filtres, serait à l'origine de l'incendie.

Depuis, le four a été remplacé par un four fermé, empêchant la montée de braise dans les aspirations et le système d'alimentation a été changé au profit d'une

	<p>alimentation électrique (sans flamme). Cet évènement, n'ayant pas eu lieu au moment de la rédaction de cette EDD, doit désormais être présenté dans l'accidentologie interne.</p> <p>Ainsi, l'analyse de l'accidentologie doit être revue.</p>	
Caractérisation des potentiels de danger – Incendies	<p>Les explosions ne sont pas mentionnées comme conséquences et effets domino possibles suite à un incendie (l'incendie est bien mentionné comme « cause » d'explosion).</p> <p>Si pertinent, le tableau 8 (Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers) devra être mis à jour.</p>	
Caractérisation des potentiels de danger – Phénomènes de déversement	<p>Selon le dossier :</p> <p>« Les principales causes pouvant conduire à un déversement accidentel sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renversement lors du remplissage d'un réservoir ou d'une cuve, • Défaut de raccord ou flexible, • Choc d'un charriot ou autre véhicule avec un contenant. » <p>Le seul scénario identifié concernant ce phénomène correspond au déversement de produits par débordement de bain de traitement de surface.</p> <p>Les arguments présentés dans les paragraphes précédents pour écarter l'étude des phénomènes de déversement liés aux activités de fonderie ne sont pas suffisants.</p> <p>Par ailleurs, le dossier n'identifie pas comme conséquences et effets dominos possibles la survenue d'incendie ou d'explosions, alors même que le seul phénomène dangereux identifié dans l'accidentologie du site est survenu à la suite d'un débordement.</p> <p>De plus, le dossier « Déversements de métal en fusion, des accidents inévitables ? » (Face au Risque n° 543 juin 2018) réalisé par le BARPI mentionne notamment que les</p>	

	<p>déversements de métal en fusion s'accompagnent en général d'incendie et, dans 7 % des cas, d'explosions, notamment quand le métal rencontre une paroi humide, de l'eau dans des fosses ou canalisations ou bien encore des équipements sous pression stockés à proximité.</p> <p>Par ailleurs, le déversement de produits inflammables ou extrêmement inflammables sont susceptibles de générer d'autres phénomènes dangereux du type feu de nappe et/ou (U)VCE.</p> <p>Il convient donc de revoir la caractérisation des phénomènes de danger liés au déversement en étudiant également les ateliers de fonderie et les risques liés aux produits inflammables et combustibles.</p> <p>Si pertinent, le tableau 8 (Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers) devra être mis à jour.</p>	
Mesures de maîtrise du risque (MMR) incendie	<p>Le tableau 10 (Mesures de Maîtrise du Risque « incendie ») ne mentionne ni le système de détection incendie, ni le recours à des poteaux incendie, ni la réserve d'eau incendie.</p> <p>De plus, le bassin de rétention des eaux d'extinction est mentionné comme barrière pour « lutter contre l'incendie ». Ce bassin n'a pas pour vocation ni de limiter la propagation d'un incendie ni de l'éteindre.</p> <p>Ce tableau, qui ne présente pas les MMR mises en œuvre selon les scénarios retenus, doit être revu.</p>	
MMR déversement	<p>Le tableau 12 (Mesures de Maîtrise du Risque « déversement ») doit être mis à jour pour tenir compte des remarques portant sur les phénomènes dangereux de déversements ci-dessus.</p>	
Analyse préliminaire des risques	<p>Selon le tableau 18 (Analyse préliminaire des risques), le scénario d'incendie au niveau de l'atelier de traitement de surface n'est pas retenu. Les raisons évoquées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> « process chauffant mais avec des produits non 	

	<p>inflammables » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • « température surveillée en continu, risque d'incendie lié à une montée en température de l'installation limité ». <p>Compte tenu de l'accidentologie au sein de ce type d'activité, les arguments présentés ne sont pas suffisants pour écarter ce scénario.</p> <p>Les phénomènes dangereux liés à la cuve de propane n'apparaissent pas dans le tableau. Bien que le système d'alimentation des fours ait été revu, ces phénomènes ne peuvent être écartés tant que la cuve est présente sur le site.</p> <p>Ainsi, les tableaux 18 et 20 (Synthèse des potentiels de danger retenus ou non sur le site) devra être mis à jour pour tenir compte des demandes ci-dessus, en particulier concernant les risques liés aux activités de fonderie et au stockage de bombes aérosols.</p>	
Modélisations des flux thermiques	<p>Le dossier comporte l'analyse des effets générés par les incendies de la zone de stockage des caisses en bois et palettes (zone 1), de la zone de stockage des grosses caisses en bois (zone 2), de la zone de stockage des cartons (zone 3), de la zone de stockage des pièces sur palettes (zone 4) et de l'incendie généralisé du site.</p> <p>Les distances d'effet sont présentées sous forme de tableau et reportées sur des plans.</p> <p>Il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incendie de la zone 1 entraîne des effets dominos vers les zones 2 et 3 (flux thermiques de 8kW/m^2) ; • l'incendie de la zone 2 entraîne des effets dominos vers les zones 1 et 3, ainsi que sur l'atelier de traitement de surface (flux thermiques de 8kW/m^2) ; • l'incendie de la zone 3 entraîne des effets dominos vers les zones 1 et 2 (flux thermiques de 8 kW/m^2). 	

	<p>Pourtant, la conclusion de l'analyse de ces 3 scénarios pris individuellement porte uniquement sur le fait que les effets thermiques restent circonscrits à l'intérieur des limites de propriété. Il devrait être indiqué que ces scénarios engendrent des effets dominos.</p> <p>Par ailleurs, l'incendie de la zone 4 semble entraîner des effets dominos vers la zone d'égouttoir des copeaux et du GRV de récupération des liquides. Le phénomène dangereux associé n'a pas été étudié.</p> <p>La modélisation de l'incendie généralisé ne prend pas en compte l'impact de l'incendie de la zone 4 sur la zone d'égouttoir des copeaux et du GRV.</p> <p>De plus, selon cette modélisation, les flux entraînant des effets dominos (flux thermiques de 8kW/m²) généré par l'incendie des zones 1 à 3 ne touchent pas l'atelier de traitement de surface.</p> <p>Il convient donc de revoir la modélisation des différents scénarios et d'étudier les phénomènes dangereux susceptibles de survenir par effet domino.</p> <p>Ceci est également valable pour les phénomènes dangereux non étudiés ou écartés par l'analyse préliminaire des risques mais qui font l'objet de remarque dans le présent courrier.</p>	
Annexe IV	<p>A noter que l'analyse de l'EDD n'a pas porté sur l'annexe IV (présentation du modèle de calcul des effets thermiques d'un incendie), non disponible dans la version transmise à l'inspection au moment de son instruction.</p>	